

232. 14 PLUVIÔSE AN II (2 FÉVRIER 1794).

SYSTÈME GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS MILITAIRES DE LA CAMPAGNE PROCHAINE.

Toutes les armées de la République devront agir offensivement, mais non pas partout avec la même étendue de moyens. Les coups décisifs doivent être portés sur deux ou trois points seulement; autre-

<sup>(1)</sup> En tête se trouve cette annotation autographe de Carnot : «Le Comité de salut public, sur la proposition du ministre de la guerre, considérant le zèle et la bonne conduite de ce bataillon dans la guerre de la Vendée, l'autorise à faire passer le bataillon de l'Aube à Troyes et à se conformer à ses demandes en tout ce qui pourra se concilier avec les lois et la justice.» — En effet, le 13 pluviôse, le Comité de salut public prit un arrêté dans ce sens (cf. Aulard, X, 586, n° 3).

<sup>(2)</sup> Carnot assista le 14 pluviôse à la séance du Comité (cf. Aulard, X, 614).

Il rédigea de sa main trois arrêtés : 1° le Conseil exécutif enverra à Ambleteuse (Pas-de-Calais) deux commissaires instruits dans les travaux de la marine et de la fortification, pour examiner s'il est possible de rétablir à cet endroit le port que la tradition et l'histoire disent y avoir existé; — 2° le Conseil exécutif enverra à la Rochelle deux commissaires à l'effet de prendre toutes les connaissances relatives au port de cette ville; — 3° le Conseil exécutif pourvoira à la subsistance des ennemis pris aux différentes attaques de Port-la-Montagne.

ment, il faudrait disséminer les forces à peu près uniformément sur toutes les frontières et la campagne se terminerait, sur chacune d'elles, par quelques avantages qui ne suffiraient pas pour mettre les ennemis hors d'état de recommencer l'année prochaine, tandis que les ressources de la République se trouveraient totalement épuisées.

Le point où tout le monde a senti que nous devions porter les grands coups est le Nord, parce que c'est là que l'ennemi, déjà maître d'une portion de notre territoire, dirige lui-même la majeure partie de ses forces ; c'est là qu'il est le plus en mesure de menacer Paris et de lui enlever ses subsistances : c'est là, enfin, qu'il est le plus facilement attaquant, puisque c'est un pays ouvert, éloigné de la métropole, où l'ennemi n'a point de places fortes, où nos armées peuvent vivre à ses dépens, et où il existe des germes d'insurrection que des succès peuvent développer.

L'armée du Nord est donc celle qui doit principalement fixer notre attention ; celle des Ardennes est censée en faire partie, et leurs mouvements doivent être combinés, c'est-à-dire que, dans les moments d'exécution, on doit, comme on l'a déjà fait, remettre le commandement général à un seul.

Il en est de même de l'armée de la Moselle et de celle du Rhin, entre elles. C'est par leur réunion et la concordance de leurs mouvements qu'elles ont fait lever le siège de Landau et qu'elles rendent cette partie de la frontière presque inexpugnable. Mais leurs opérations doivent avoir des relations plus étendues ; elles doivent s'accorder avec celles des armées du Nord et des Ardennes. En observant l'ennemi, elles le tiennent en échec et l'empêchent de porter toutes ses forces dans le Nord. De plus, l'armée de la Moselle peut toujours prendre une position très inquiétante pour lui, parce qu'étant placée entre le pays de Liège et le Palatinat, elle peut tomber sur celui de ces deux pays qui se trouverait dégarni ; mais, pour cela, il faut que cette armée soit toujours campée et prête à partir. Voilà pourquoi il est essentiel de donner l'ordre au général en chef de s'établir avec 20,000 hommes à Arlon, d'où l'on menacera les pays de Trèves et Luxembourg, d'une part, et de l'autre, le pays de Liège et le Brabant.

La barrière du Rhin, qui vient ensuite, invite à une sorte de repos sur toute son étendue, depuis Germersheim jusqu'à Bâle, parce que le désavantage de l'agresseur, dans une semblable position, est si grand

que, pour y agir offensivement avec succès, nous serions obligés d'y porter des forces immenses, auxquelles l'ennemi résisterait facilement avec des corps de troupes peu considérables, qu'il ferait déboucher à l'improviste des Montagnes Noires. Les Vosges nous procureraient les mêmes avantages; si l'ennemi tentait de passer le Rhin, il affaiblirait les autres armées, sans nous forcer nous-mêmes à amener de très grandes forces sur le point d'attaque.

La chaîne des Alpes, qui vient après le cours du Rhin, présente les mêmes difficultés à l'agresseur, et les mêmes avantages à celui que l'on attaque. C'est donc encore une portion de la frontière sur laquelle on ne doit agir offensivement que dans les gorges qui offrent quelques passages praticables à l'ennemi, comme le Petit Saint-Bernard et les deux Monts Cenis, postes dont il est essentiel de s'emparer. L'entrée en Piémont par cette chaîne de montagnes qui le sépare du mont Blanc serait d'abord très difficile, par le défaut de chemins; et de plus, quand on les aurait franchies, il faudrait entreprendre le siège de Suse avant d'arriver à Turin; or cette ville est très forte, et pour peu qu'elle fit résistance, les neiges nous couperaient nos communications et nous ne pourrions plus remmener notre artillerie, qui deviendrait la proie de l'ennemi. Si donc on veut attaquer le Piémont, c'est par le département des Alpes-Maritimes, en prenant d'abord Oneille qui empêche tout secours de la part des ennemis, toute communication avec la Sardaigne, et qui nous facilite l'arrivage des subsistances pour nos armées, par la rivière de Gênes. Ces motifs devront déterminer le Comité de salut public à ordonner l'attaque d'Oneille, d'où il nous sera facile ensuite d'entrer en Piémont, en prenant à revers le poste de Saorgio, et mettant le siège devant Coni. La prise d'Oneille nous donnera encore l'avantage de décider probablement en notre faveur la République de Gênes, et de chasser l'ennemi de la Corse, en lui ôtant une communication qui lui sert de point d'appui et alimente ses forces. L'armée d'Italie a un très grand développement de côtes à garantir et une grande masse tendant au fédéralisme à contenir. Il serait donc à souhaiter qu'on pût l'augmenter, ce qui pourrait se faire aux dépens de celle des Alpes, si l'expédition du Mont Saint-Bernard et du Mont Cenis était faite.

Quant aux Pyrénées orientales, je ne pense pas qu'on doive y avoir d'autres vues que celles de chasser l'ennemi de notre territoire et de

conserver la Cerdagne et le Val d'Aran, qui doivent naturellement rester à la France, puisqu'elles sont en deçà des monts. Mais l'idée de pénétrer dans la Catalogne pour s'y établir ne présente que des difficultés très grandes, sans avantages bien réels, même en cas de succès. Les ordres à donner aux généraux de cette armée auront donc pour objet seulement de forcer l'ennemi à quitter notre territoire, de ravager la frontière, d'y lever des contributions et de favoriser par une diversion très forte les opérations agressives de l'armée des Pyrénées occidentales.

Cette dernière armée était destinée à agir offensivement, non pour pénétrer dans l'intérieur de l'Espagne, mais pour nous emparer du fameux fort du Passage et des villes de Saint-Sébastien et Fontarabie, qui sont ses points d'appui. C'était dans cette vue que le Comité de salut public avait ordonné que la majeure partie de la grosse artillerie, qui avait été destinée au siège de Toulon, filerait sur Bayonne. Mais cette importante mesure a été contrariée par un arrêté des représentants du peuple, qui ont fait rétrograder cette artillerie jusqu'à Strasbourg. Les fusils qui lui étaient destinés ont, par un autre arrêté des représentants du peuple, été amenés à Commune-Affranchie; les subsistances, et en un mot, presque tout ce qui était dirigé vers cette partie des frontières, a été intercepté, et l'une des opérations dont on avait lieu d'attendre le plus de succès se trouve maintenant au moins très incertaine. Une chose remarquable pourtant, c'est que l'armée des Pyrénées occidentales, quoique la plus dénuée, quoique presque oubliée, quoique conduite par un très mauvais état-major, est cependant celle peut-être qui a fait le plus, en raison de ses moyens, et celle dont l'organisation est restée la plus solide. C'est principalement à la vigilance et au zèle des représentants du peuple envoyés près cette armée, que ces avantages doivent être attribués.

Il reste à parler des opérations que doivent faire les armées des Côtes de Brest et de celles de Cherbourg, qu'on peut regarder comme ne faisant qu'une. Ces armées ont trois objets à remplir : 1° finir la guerre de Vendée ; 2° garder les côtes ; 3° opérer la descente projetée sur les côtes d'Angleterre. Il faut, pour le premier, de la cavalerie légère, quelques corps d'infanterie bien en masse et très peu d'artillerie ; pour le second, de bonnes garnisons dans les forts et de bons corps de garde sur les côtes ; pour le troisième, les mêmes disposi-

tions que pour le second, avec une flotte nombreuse et toujours prête.

Il est à remarquer, au sujet de cette descente, que lors même qu'elle ne pourrait pas s'exécuter cette année, les seuls préparatifs tiendraient en échec toutes les forces navales anglaises pendant la campagne et les empêcheraient de rien tenter de considérable ailleurs. Ils forceraient les Anglais à tenir une armée de terre considérable sur pied, ce qui met leur constitution dans un grand danger, épuise leurs finances et les empêche de porter des secours dans les Pays-Bas. Il est donc essentiel de pousser les préparatifs avec toute la vigueur possible et de se tenir en mesure de profiter de la première occasion pour l'exécuter.

Au système qui vient d'être exposé, il faut joindre quelques règles générales, qui ont été prises pour base dans tous les arrêtés du Comité de salut public sur les opérations militaires.

Ces règles générales sont d'agir toujours en masse et offensivement, d'entretenir une discipline sévère et non minutieuse dans les armées, de tenir toujours les troupes en haleine sans les excéder, de ne laisser dans les places que ce qui est absolument indispensable pour leur garde, de faire de fréquentes mutations dans les garnisons et les résidences des états-majors et commandants temporaires, pour rompre les trames qui ne manquent pas de se nouer par un trop long séjour dans le même lieu, et d'où procèdent les trahisons qui livrent les défenseurs à l'ennemi; d'apporter la plus grande vigilance à la garde des postes, d'obliger les officiers généraux à les visiter eux-mêmes très fréquemment, d'engager en toute occasion le combat à la baïonnette, et de poursuivre constamment l'ennemi jusqu'à sa destruction complète.

Il est évident que nous ne pouvons terminer la guerre dans cette campagne, sans de grandes batailles, car, quand par des opérations partielles, nous serions venus à bout de détruire la moitié de l'armée ennemie, il lui resterait encore les moyens de nous attaquer de nouveau l'année prochaine, et de prolonger ainsi l'état violent où nous sommes. Il nous faut donc une campagne des plus offensives, des plus vigoureuses, et c'est ce qui a été recommandé à tous les généraux et surtout à celui de l'armée du Nord, qui doit porter les coups les plus décisifs.

CARNOT.

(Minute aut., Archives de la guerre, armées du Nord et des Ardennes.)